

---

# RÉPONSES INTERNATIONALES

---

## INITIATIVES MULTIPLES & DÉFIS DE COORDINATION

Grâce à l'alerte précoce lancée par le RPCA en décembre 2019, la communauté du développement a été capable d'anticiper des réponses internationales conséquentes face à la crise alimentaire et nutritionnelle de 2020. La coordination et l'alignement avec les priorités de la région sont essentielles comme cela a été souligné par la Déclaration commune du Comité d'aide au développement de l'OCDE.

### PANDÉMIE MONDIALE DE COVID-19

« Nous avons conscience que cette réponse nécessitera beaucoup plus qu'un soutien financier. Elle doit s'inscrire dans une action durable menée par de nombreux acteurs, afin de faire face à la crise immédiate de santé publique et humanitaire tout en soutenant la résilience économique, environnementale et sociale. Elle doit tenir compte du rôle des femmes et des filles, des enfants, des jeunes et des groupes vulnérables, notamment des personnes handicapées et des personnes âgées, et avoir pour objectif de réduire les inégalités et de protéger les libertés et les droits humains. »

**Source :** Déclaration commune du Comité d'aide au développement (CAD/OCDE), 9 avril 2020, point 7.

Les partenaires au développement participent à travers leur soutien sectoriel au financement des plans nationaux de réponse. Par exemple, 82,4% du plan de réponse du Burkina Faso a été financé par les contributions des partenaires. Les nombreux programmes de développement et d'interventions des acteurs humanitaires ont complété les réponses nationales. La plateforme logistique du PAM à Accra a été installée en mai pour répondre à la paralysie du transport aérien. Elle a joué un rôle crucial en fournissant du matériel vital. Une veille quasi en temps réel, à travers les images satellites et les enquêtes à distance, a permis d'analyser la détérioration de la situation alimentaire et nutritionnelle dans les zones inaccessibles. De nombreux programmes monétaires et alimentaires ont été mis en œuvre, notamment par des ONG nationales et des organisations de la société civile. Les institutions financières internationales ont assoupli les conditions de prêt. Le FMI a annoncé en avril 2020 un allègement immédiat de la dette pour 11 pays afin de leur permettre de répondre à la pandémie de Covid-19.

À ce jour, il est encore trop tôt pour évaluer pleinement les contributions des partenaires au développement. Cependant, même en 2021, lorsque les données du CAD identifieront le niveau de l'Aide publique au développement (APD), il sera difficile d'avoir un aperçu complet des interventions relatives à la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région. Les interventions sont principalement multisectorielles et sont attribuées à différents secteurs du Système de notification des pays créanciers (SNPC) du CAD, distinguant davantage les aides humanitaires et celles attribuables par secteur. Si la coordination au sein des groupes travaillant sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle s'est grandement améliorée au niveau national, il reste de grands défis à relever en termes de coordination aux niveaux régional et international. Au vu de la multiplication des initiatives, il est plus que jamais essentiel d'améliorer cette coordination. Cet enjeu ainsi que la nécessité d'un dialogue politique sous les auspices de l'Afrique ont été discutés au sein du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. Le sentiment général est qu'il y a encore beaucoup d'efforts collectifs à faire pour améliorer cette coordination.

# TABLE RONDE MINISTÉRIELLE POUR LE SAHEL CENTRAL

Tableau 7.

Plusieurs partenaires ont alerté sur la détérioration de la situation sécuritaire au Sahel central (Burkina Faso, Mali et Niger) qui s’est transformée en « l’une des crises humanitaires à la croissance la plus rapide au monde ». Le 20 octobre 2020, le gouvernement du Danemark, en partenariat avec le gouvernement de l’Allemagne, l’UE et les Nations Unies, ont organisé une réunion humanitaire de haut niveau sur le Sahel central. Une table ronde ministérielle a rassemblé les représentants des États membres, les organisations internationales, les agences des Nations Unies, les ONG et la société civile. Des engagements politiques et des promesses de financement à hauteur de 1.47 milliard d’euros (848.9 millions pour 2020 et 620.8 millions pour 2021 et au-delà) y ont été faits : 24 annonces au total.

Toutes les parties prenantes ont reconnu l’importance du concept de « nexus humanitaire-développement-paix » pour répondre à la vulnérabilité des populations avant, pendant et après les crises et améliorer la coordination entre le développement basé sur des projets et les interventions humanitaires.

Cependant, de nombreux partenaires au développement font face à des difficultés pour rendre opérationnelle cette approche. Des progrès ont été accomplis vers la mise en place de mécanismes de financements groupés plus flexibles qui commencent à impacter positivement la manière dont l’aide est coordonnée, financée et apportée.

Dans le contexte de problèmes sécuritaires persistants et d’une faible capacité de gouvernance, les stratégies de développement actuelles ont eu un succès limité jusqu’à présent. Face à de multiples crises, aucun acteur ne peut trouver seul une solution aux énormes défis du développement. Il est essentiel d’améliorer la compréhension de ces enjeux et d’appuyer toutes les actions de développement sur les réalités locales et transfrontalières en promouvant des approches ascendantes basées localement qui s’attaquent aux causes profondes. De plus, le Sahel central ne doit pas être considéré de manière isolée. Il est essentiel de capitaliser sur les dynamiques économiques régionales entre les pays sahéliens et côtiers.

↓ Annonces financières (millions d’EUR) ↓			
PAYS	2020	2021 & <	TOTAL
Allemagne	49.4	51.3	100.7
Autriche	4.8	1.2	6.0
Belgique	22.1	-	22.1
Canada	13.2	9.8	23.0
Danemark	45.8	110.3	156.1
États-Unis*	232.7	-	232.7
Finlande	5.5	-	5.5
France	26.0	27.0	53.0
Grèce	0.03	-	0.03
Irlande	4.9	-	4.9
Islande	0.24	0.24	0.29
Italie	35.0	-	35.0
Japon	39.3	-	39.3
Corée	5.6	3.1	8.7
Luxembourg	50.9	4.8	55.6
Malte	0.02	-	0.02
Norvège	9.9	18.2	28.1
Roumanie	0.15	-	0.15
Suède	48.7	24.2	73.0
Suisse	76.0	322.2	398.2
République tchèque	1.8	1.5	3.3
Royaume-Uni	55.4	19.1	74.5
UE	104.6	-	104.6
Education Cannot Wait	16.8	27.9	44.7
<b>Total</b>	<b>848.9</b>	<b>620.8</b>	<b>1 468.0</b>

Source : OCHA, octobre 2020.

\* N’inclut pas le financement régional du Sahel ou le financement en faveur des réfugiés du Sahel central en Mauritanie.